

dans tous les secteurs industriels - énergie, minéraux, foresterie, pétrochimie et même agriculture - et de recenser les possibilités de valorisation des ressources au Canada, avec participation japonaise, en vue d'approvisionner les marchés japonais et autres. En acceptant la création du groupe, le Japon a reconnu l'importance que nous attachons à nos objectifs de développement industriel; c'est là une évolution fort positive.

Dans le prolongement de la visite de M. Gray au Japon en août, nous avons également sensibilisé davantage les Japonais à notre désir de les voir acheter plus de pièces automobiles canadiennes et d'investir davantage dans la fabrication d'automobiles et de pièces d'automobiles ou dans des usines de montage canadiennes. Comme il s'agit d'une question qui relève du secteur privé, nous ne nous attendions à aucune percée. Toutefois, le gouvernement japonais ne peut douter de nos préoccupations dans ce domaine, et les fabricants japonais d'automobiles ne pourront les ignorer.

Nous ne pouvons évidemment parler de réalisation tant que nous ne verrons pas les fruits, mais la réunion de la Commission a quand même permis aux représentants canadiens de rappeler à leurs homologues japonais qu'ils ne devraient pas ignorer ou sacrifier les intérêts canadiens au profit de relations bilatérales avec leurs grands